

**PRIMATURE**

-----  
**PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**

**BURKINA FASO**  
Unité - Progrès - Justice

**COMPTE RENDU DU CONSEIL  
DES MINISTRES**

(PP-G/TRANS N°015-2023)

-----  
**Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO**

**Ouagadougou, le 17 mai 2023**

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou,  
le mercredi 17 mai 2023,  
en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 14 H 43 mn,  
sous la présidence de  
Son Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORE,  
Président de la Transition, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour,  
entendu des communications orales,  
procédé à des nominations,  
mis fin à une fonction  
et autorisé des missions à l'étranger.

## **I. DELIBERATIONS**

## **I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

Le Conseil a adopté **deux (02) décrets**.

**Le premier décret** porte organisation et conditions d'établissement des prévôtés auprès des troupes militaires en opérations intérieures ou hors du territoire national.

Aux termes de la loi n°24/94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice militaire, ensemble ses modifications, les prévôtés ont comme attributions l'exercice des missions de police générale et de police judiciaire militaire, conformément aux textes en vigueur. Elles sont établies en tout temps auprès des troupes déployées en opérations extérieures et en temps de guerre à l'intérieur du territoire national.

Pour ce qui concerne les opérations intérieures, tant que l'état de guerre n'est pas déclaré les activités de police judiciaire militaire dans les zones concernées sont menées par les brigades de gendarmerie compétentes. Cependant, du fait de la dégradation de la situation sécuritaire, certaines de ces zones sont devenues difficilement accessibles à ces brigades qui n'arrivent plus à diligenter les enquêtes et particulièrement lorsque les militaires commettent des actes d'atteinte à l'ordre public ou lorsque de tels actes sont commis contre eux.

L'innovation majeure de ce décret consiste en l'institution de la prévôté au sein des unités, formations ou détachements stationnant ou opérant, en tout temps, sur le territoire national en particulier, lorsque l'état de guerre n'est pas déclaré.

L'adoption de ce décret permet une meilleure opérationnalisation de la prévôté auprès des troupes militaires en opérations intérieures ou hors du territoire national, en précisant les modalités de déploiement, conformément aux dispositions de la loi n°24/94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice

militaire, modifiée par la loi n°044-2017/AN du 04 juillet 2017 et la loi n°001/ALT du 16 février 2023.

**Le second décret** porte renouvellement des membres du Tribunal militaire de Ouagadougou au titre de l'année judiciaire 2022-2023.

L'adoption de ce décret permet le renouvellement des membres du Tribunal militaire de Ouagadougou au titre de l'année judiciaire 2022-2023, conformément aux dispositions de la loi n°001/ALT du 16 février 2023 portant Code de justice militaire.

## **I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE**

Le Conseil a adopté **un décret** portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission consultative relative aux normes internationales du travail (CCNIT).

La Commission consultative relative aux normes internationales du travail est un organe consultatif tripartite institué en application de la convention n°144 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail adoptée en 1976 et ratifiée par notre pays le 25 juillet 2001. La CCNIT est chargée d'émettre des avis motivés sur toutes questions relatives aux normes internationales du travail.

Ce décret est une relecture du décret n°2020-0674/PRES/PM/MFPTPS/MINEFID du 06 août 2020 portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission consultative relative aux normes internationales du travail (CCNIT). Cette relecture vise à prendre en compte la limitation du nombre de renouvellement de mandat des membres et l'harmonisation de leurs indemnités.

L'adoption de ce décret permet un meilleur fonctionnement de la Commission consultative relative aux normes internationales du travail.

### **I.3. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION REGIONALE ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR**

Le Conseil a adopté **un décret** portant réouverture d'une Ambassade du Burkina Faso à Téhéran, en République islamique d'Iran.

L'adoption de ce décret permet la réouverture de l'Ambassade du Burkina Faso à Téhéran, en République islamique d'Iran et contribuera au renforcement de la coopération bilatérale dans divers domaines stratégiques entre nos deux pays.

### **I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE**

Le Conseil a adopté **un rapport** relatif à une demande d'autorisation pour le recours à la procédure d'entente directe pour la conclusion d'un contrat pour l'acquisition d'une solution e-GP portée réduite, l'adaptation, le déploiement de la solution, la formation et l'assistance à la mise en œuvre.

La solution e-GP est une plateforme web capable de gérer toute la chaîne des processus de gestion de la commande publique. Cette solution vise entre autres la rationalisation de la gestion de la commande publique, la réduction des délais et la lutte contre la fraude.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au Cabinet **ATEXO**, pour un montant de **huit cent quarante-sept mille quatre-vingt-treize virgule neuf cent quatre-vingt-quatorze (847 093,994) Euros, soit cinq cent cinquante-cinq millions six cent cinquante-sept mille deux cent trente-**

**cinq virgule zéro deux (555 657 235,02) F CFA TTC**, avec un délai d'exécution de dix (10) mois.

Le financement sera assuré par la Banque mondiale (IDA).

## **I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

Le Conseil a adopté **un décret** relatif au Casier judiciaire central.

Le casier judiciaire est un fichier dans lequel sont classées toutes les condamnations pénales et certaines sanctions disciplinaires, administratives ou civiles concernant une même personne. Le relevé de condamnation ou extrait, appelé bulletin du casier judiciaire est établi à partir de ce fichier.

Conformément à la volonté du Gouvernement de dématérialiser les actes et les procédures administratifs, le département en charge de la justice a inscrit au titre de ses actions prioritaires, la digitalisation des procédures et des actes judiciaires dont le casier judiciaire en vue de répondre davantage aux attentes des populations.

L'adoption de ce décret permet d'encadrer l'organisation et le fonctionnement du système automatisé de casier judiciaire, conformément aux dispositions de l'article 624-12 de la loi n°040-2019/AN du 29 mai 2019 portant Code de procédure pénale.

## **I.6. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES**

Le Conseil a adopté **un rapport** relatif au Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) de l'année 2023.

Pour la réalisation de ce Plan, les réponses urgentes concernent l'assistance alimentaire aux personnes vulnérables, aux personnes déplacées internes (PDI) et aux ménages hôtes, le soutien à la production végétale et animale, la prévention et la prise en charge des enfants de moins de 5 ans malnutris, des femmes enceintes et allaitantes malnutries y compris les PDI et le soutien à l'approvisionnement en eau potable.

Le coût global du PRSPV de 2023 est de **deux cent quinze milliards trois cent cinquante un millions cent trois mille neuf cent soixante-cinq (215 351 103 965) F CFA**, financé par l'Etat burkinabè et les Partenaires techniques et financiers.

Le Plan a l'ambition de soutenir les populations vulnérables à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, de protection des moyens d'existence, de prévention et de prise en charge de la malnutrition.

L'adoption de ce plan vise la mise en œuvre effective des actions projetées en vue de soulager les populations et d'améliorer leur capacité de résilience. Elle permettra également de faire le plaidoyer pour la mobilisation effective des ressources auprès des Partenaires techniques et financiers.

## **I.7. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

Le Conseil a adopté **un rapport** relatif à une demande d'inscription des médicaments pharmaceutiques de spécialités et de copies de spécialités sur la liste des biens et services soumis à la réglementation des prix.

L'adoption de ce rapport permet d'encadrer la fixation des prix des médicaments pharmaceutiques de spécialités et de copies de spécialités en vue de favoriser l'accès aux produits de santé par les populations, conformément aux dispositions des articles 5 et 6 de la loi n°16-2017/AN du 27 avril 2017 portant organisation de la concurrence au Burkina Faso.

## **II. COMMUNICATIONS ORALES**

**II.1.** Le ministre du Développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises a fait au Conseil **deux (02) communications.**

**La première communication** est relative à la Zone de libre-échange-continental africaine (ZLECAf).

L'Accord établissant la ZLECAf a été adopté par l'Assemblée de l'Union africaine (UA) le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord intervenu le 30 mai 2019, au total 46 pays dont le Burkina Faso l'ont ratifié.

La ZLECAf fédère les économies de 55 Etats africains dans la Zone de libre échange panafricaine comprenant près de 1,3 milliards de consommateurs dans un marché avec un Produit intérieur brut (PIB) combiné d'environ 2 500 milliards de dollars.

Les Etats de la CEDEAO ont négocié l'accord de façon harmonisée en adoptant les mêmes positions compte tenu de l'impératif de préservation de l'Union douanière. En ce qui concerne les négociations sur le commerce des biens, les principaux résultats sont les suivants :

- une libéralisation progressive des Droits de douane sur 97% des lignes tarifaires sur un horizon allant de 10 à 13 ans pour les Pays les moins avancés (PMA) et de 05 à 10 ans pour les pays en développement de l'Afrique ;
- des engagements pour éliminer progressivement les barrières non tarifaires pour améliorer l'efficacité des procédures administratives.

Depuis le début du processus, plusieurs activités d'information, de sensibilisation et de consultation avec les acteurs nationaux concernés par la ZLECAf ont été menées par le Burkina Faso. Les prochaines étapes pour notre pays concernent :

- l'adoption et l'internalisation des documents commerciaux pour l'opérationnalisation du commerce dans le régime de la ZLECAf ;
- la poursuite de la mobilisation des partenaires et ressources nécessaires à la réussite de la mise en œuvre de la ZLECAf ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale ZLECAf ;
- la participation aux négociations de la phase 3 sur les questions d'inclusivité des jeunes et du genre et de commerce électronique.

**La seconde communication** est relative à la tenue d'un forum national sur le port généralisé du Faso Dan Fani (FDF) au Burkina Faso.

Ce forum prévu pour se tenir le 19 mai 2023 est placé sous le thème « **Problématique de l'accessibilité financière du Faso Dan Fani au Burkina Faso** ».

L'organisation de ce forum a pour objectif d'identifier les principales causes du renchérissement du prix du Faso Dan Fani au Burkina Faso et proposer des mesures en vue de le rendre plus accessible aux consommateurs. Ce forum permettra d'aboutir à de grandes orientations en vue de parvenir à une généralisation du port du Faso Dan Fani notamment en milieu scolaire, dans les centres de santé et de formation professionnelle ainsi que par les Forces de défense et de sécurité.

**II.2.** Le ministre de l’Energie, des mines et des carrières a fait au Conseil une communication relative à la mise en place du Comité national de coordination de la sécurité (CNCS) du Projet d’interconnexion électrique dorsale Nord, exécuté par le système d’échanges d’énergie électrique ouest africaine (EEEEOA).

Ce comité aura pour mission d’assurer la sécurité des opérations sur le terrain pour la mise en œuvre du projet.

**II.3.** Le ministre des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière a fait au Conseil **deux (02) communications.**

**La première communication** est relative à la Commémoration de la 15<sup>ème</sup> édition de la journée de l’Organisation pour la sécurité routière en Afrique de l’Ouest (OSRAO) tenue le 09 mai 2023 à Gaoua, dans la région du Sud-Ouest.

Placée sous le thème : « **Améliorer la gestion des données de sécurité routière : un appel à l’action** », cette 15<sup>ème</sup> édition avait pour objectif la réduction du nombre et de la gravité des accidents par le renforcement du niveau de prise de conscience des usagers de la route sur les conséquences de l’insécurité routière.

Au Burkina Faso, selon les statistiques de l’Office national de la sécurité routière (ONASER), l’année 2022 a enregistré 26 686 cas d’accidents avec 15 384 blessés et 1 150 personnes tuées.

**La seconde communication** est relative aux résultats de la prévision saisonnière des cumuls pluviométriques des périodes juin-juillet-août et juillet-août-septembre ainsi que des caractéristiques agro-hydro-climatiques de la campagne agropastorale au titre de l’année 2023.

Durant la période juin-juillet-août 2023, il est prévu des cumuls pluviométriques excédentaires à tendance normale dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et les parties nord des régions des Hauts-Bassins, du Centre-Ouest et du Plateau-Central.

Durant la période juillet-août-septembre 2023, il est prévu des cumuls pluviométriques excédentaires à tendance normale sur les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, du Plateau-Central, du Centre, de la Boucle du Mouhoun et les parties nord des régions des Hauts-Bassins, du Centre-Ouest, du Centre-Sud, du Centre-Est et de l'Est.

La prévision saisonnière des paramètres agro-climatiques pour la saison pluvieuse de l'année 2023 donne des dates d'installation proche des normales à tendance tardive sur l'ensemble du pays.

### **III. NOMINATIONS ET FIN DE FONCTION**

### **III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES**

#### **A. AU TITRE DE LA PRIMATURE**

- Monsieur Dieudonné **SAWADOGO, Mle 345 363 L**, Conseiller des affaires étrangères, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de la coopération et des affaires juridiques au Secrétariat permanent de la Commission nationale de contrôle des armes (SP/CNCA) ;
- Monsieur Amadou **THERA**, Officier supérieur, est nommé Directeur des opérations au Secrétariat permanent de la Commission nationale de contrôle des armes ;
- Monsieur Dramane **SAMBORE, Mle 235 371 X**, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de la communication et des relations publiques au Secrétariat permanent de la Commission nationale de contrôle des armes.

#### **B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

**Les Magistrats dont les noms suivent sont nommés Magistrats au siège du Tribunal militaire de Ouagadougou :**

#### **CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE**

##### **Président :**

- Monsieur **MEDA Urbain Aniatisâ, Mle 130 270 V**, Magistrat de grade exceptionnel, 2<sup>ème</sup> échelon.

##### **Conseillers :**

- Monsieur **SANOU Seydou, Mle 130 378 B**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 4<sup>ème</sup> échelon ;

- Monsieur **RAMDE** Windlasida Vincent, **Mle 130 388 M**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 3<sup>ème</sup> échelon ;
- Monsieur **KAMBIRE** Nabè, **Mle 130 502 J**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon ;
- Magistrat Commandant **OUEDRAOGO** Wend-Pouyré Frédéric ;
- Magistrat Capitaine **GOUNGOUNGA** Roger.

## **CHAMBRE DE CONTROLE DE L'INSTRUCTION**

### **Présidente :**

- Madame **KOMPAORE/TIENDREBEOGO** Christine, **Mle 130 264 A**, Magistrat de grade exceptionnel, 3<sup>ème</sup> échelon.

### **Conseillers :**

- Monsieur **SANFO** Mahamadou, **Mle 130 348 U**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 4<sup>ème</sup> échelon ;
- Monsieur **ZOUNGRANA** Benoit, **Mle 130 352 W**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 4<sup>ème</sup> échelon.
- Monsieur **PAROU** Geoffroy, **Mle 130 458 N**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon ;
- Monsieur **COULIBALY** Yaya, **Mle 130 536 N**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon ;
- Magistrat Commandant **ZOUNGRANA** Wend-Iassida Judith Pascaline.

## **CHAMBRE D'APPEL**

### **Président :**

- Monsieur **MOYENGA** Léon, **Mle 130 327 H**, Magistrat de grade exceptionnel, 1<sup>er</sup> échelon.

### Conseillers :

- Monsieur **OUATTARA** San Louis, **Mle 130 386 A**, Magistrat de grade exceptionnel, 1<sup>er</sup> échelon ;
- Monsieur **OUEDRAOGO** Mathias, **Mle 130 420 H**, Magistrat de 1<sup>er</sup> grade, 3<sup>ème</sup> échelon ;
- Monsieur **ZIDOUEMBA** Tarouendpanga Pascal, **Mle 130 603 F**, Magistrat de 2<sup>ème</sup> grade, 2<sup>ème</sup> échelon ;
- Monsieur **KIENDREBEOGO** Hamado, **Mle 130 560 K**, Magistrat de 2<sup>ème</sup> grade, 3<sup>ème</sup> échelon.

### JUGES D'INSTRUCTION

- Magistrat Capitaine **TRAORE** San Polycarpe, Cabinet d'instruction n°1, Doyen des juges d'instruction ;
- Magistrat Capitaine **TRAORE** Alassane Ismaël, Cabinet d'instruction n°2;
- Magistrat Lieutenant **ZONGO** Norbert, Cabinet d'instruction n°3 ;
- Magistrat Capitaine **OUATTARA** Abdoul Kader Anselme Martial, Cabinet d'instruction n°4.

**Les Magistrats dont les noms suivent sont nommés aux fonctions de Magistrats du parquet, près le Tribunal militaire de Ouagadougou :**

### Procureur militaire :

- Magistrat Commandant **ZORMA** Pousbila Alphonse.

### Substituts du Procureur militaire :

- Magistrat Capitaine **PANANDTIGRI** Wendlamita Adama Modeste ;
- Magistrat Capitaine **SOUNTOURA** Ahmed Ferdinand ;
- Magistrat Capitaine **KABORE** Soutonnoma ;

- Magistrat Capitaine **SAWADOGO** Augustin.

### **Substituts délégués auprès du Parquet militaire :**

- Monsieur **SANOU** Arsène Francis, **Mle 130 256 J**, Magistrat de grade exceptionnel, 2<sup>ème</sup> échelon ;
- Monsieur **SAWADOGO** Sidi Bécaye, **Mle 130 312 C**, Magistrat de grade exceptionnel, 1<sup>er</sup> échelon.
- Le magistrat Capitaine **TRAORE** Alassane Ismaël, est nommé Juge chargé de l'application des peines, cumulativement à ses fonctions de Juge d'instruction.

**Les Officiers et Sous-Officiers des Forces armées nationales dont les noms suivent sont nommés Juges Assesseurs :**

### **ARMEE DE TERRE**

- LCL **OUEDRAOGO** Sidpassamdé Wilfried, **Officier** ;
- LCL **SOME** Don-Naa-I-Naalu Evariste Stéphane, **Officier** ;
- LCL **OUBA** Djassanou Roméo, **Officier** ;
- CDT **KABORE** Gouwindmanégré Flavien, **Officier** ;
- CNE **PALM** Ollé Jules, **Officier** ;
- CNE **SOURABIE** Habib, **Officier** ;
- LTN **KI** Daouda, **Officier** ;
- LTN **ZOUNDI** Wendlassida, **Officier** ;
- SLT **BANDJOUROU** Doh, **Officier** ;
- ACM **KABORE** Aristide, **Mle 852 000 59 52** ;
- ADC **ZEBA** Zakaria, **Mle 941 109 85 36** ;
- ADC **SINO** Issa, **Mle 970 109 90 45** ;
- ADJ **BEMAHOUN** Hohoun Eric, **Mle 973 709 92 15** ;
- ADJ **DIAMAN** Mamadou, **Mle 003 200 06 56** ;

- MDC **BAMOGO** Salam, Mle 032 300 26 02 ;
- SCH **YARO** Téryéré, Mle 121 101 09 00 ;
- SGT **KAMBOU** S. Abraham, Mle 022 100 17 39 ;
- SGT **LAMIZANA** T. Djibril, Mle 102 300 84 14.

### ARMEE DE L'AIR

- LCL **OUATTARA** Brahima Christian, **Officier** ;
- CDT **YANOGO** Cheick Abdou Kader, **Officier** ;
- CNE **COMPAORE** Serge Eric, **Officier** ;
- LTN **KONDA** Abdoul Razakou, **Officier** ;
- SLT **SANNA** Salif, **Officier** ;
- ACM **DIABRI** Idrissa, Mle 881 402 05 55 ;
- ADC **BANDE** Saïdou, Mle 941 109 85 65 ;
- ADJ **SAWADOGO** Hamidou, Mle 081 100 52 72 ;
- SCH **SAWADOGO** Narcisse, Mle 010 100 07 57 ;
- SGT **ZABRE** Souleymane, Mle 151 100 57 47.

### GENDARMERIE NATIONALE

- LCL **COULIBALY** Mamadou, **Officier** ;
- LCL **COULIBALY** Tamou, **Officier** ;
- CDT **ZONGO** Somtinda Fidèle, **Officier** ;
- CNE **GOURBEGA** Moussa, **Officier** ;
- CNE **N'DO** Hidia Hermann, **Officier** ;
- LTN **ZERBO** Abdoulaye, **Officier** ;
- LTN **BONZI** Niahani, **Officier** ;
- SLT **TRAORE** Mamadou, **Officier** ;
- ACM **ZOUNGRANA** T. Marcel, Mle 32 25 ;
- ADC **SOME** Ollo Clément, Mle 41 84 ;
- ADC **NIGNAN** O. Patrice, Mle 39 75 ;

- ADJ **OUEDRAOGO** Gilbert, **Mle 44 30** ;
- ADJ **MOYENGA** H. André, **Mle 52 77** ;
- MDC **OUEDRAOGO** Z. F. Eric, **Mle 89 53** ;
- MDC **LODANO** Lamoudia, **Mle 90 18** ;
- MDC **SOMDA** Tierzaol Lydie, **Mle 84 77** ;
- MDL **DANKOUAMBA** Assibidi, **Mle 10 833** ;
- MDL **KABRE** Peguedwinde, **Mle 12 233** ;
- MDL **KUENOU** Issa, **Mle 12 565**.

### **GROUPEMENT CENTRAL DES ARMEES**

- Général de Brigade **MININGOU** Moïse, **Officier général** ;
- Général de Brigade **SIMPORE** Aimé Barthelemy, **Officier général** ;
- Général de Brigade **KERE** Wendwaoga, **Officier général** ;
- Général de Brigade **SAVADOGO** Mady, **Officier général** ;
- CLM **TIENDREBEOGO** Aristide Joseph, **Officier** ;
- CLM **BELEMLILGA** Aimé Jean Philippe, **Officier** ;
- COL **COULIBALY** Oula, **Officier** ;
- COL **OUEDRAOGO** Rimouaogodo Oumar, **Officier** ;
- COL **TANOU** Siaka, **Officier** ;
- COL **KHOGARABOUX-NION** Franck Max Olivier, **Officier** ;
- COL **COULIBALY** Celeste Moussa Joseph, **Officier** ;
- LCL **CAMARA** Aristide Célestin, **Officier** ;
- LCL **SEMDE** Abdoul Ramane, **Officier** ;
- CDT **SOUGUE** Christine Gniko, **Officier** ;
- CDT **ZIBA** Tiagayandiyi Blaise, **Officier** ;
- CNE **BAKO** Moussa, **Officier** ;
- CNE **DIAWARA** Abdrahamane Youssouf, **Officier** ;
- LTN **KINI** Benjamin, **Officier** ;
- LTN **AKOABOU** Doudouloua Christophe, **Officier** ;

- SLT **DJIGUEMDE** Armand Didas, **Officier** ;
- ACM **ZOUNDI** Moussa, **Mle 881 401 74 36** ;
- ADC **OUEDRAOGO** Michel, **Mle 940 109 87 21** ;
- ADC **OUEDRAOGO** Lambila, **Mle 972 909 91 78** ;
- ADJ **FORGO** Madi, **Mle 983 409 93 79** ;
- ADJ **TRAORE** Moussa Kichang, **Mle 991 109 96 11** ;
- SCH **BOULOU** Manéguebzanga Julien, **Mle 051 200 39 57** ;
- SCH **ZONGO** Simon, **Mle 020 500 15 35** ;
- SGT **TOURE** Abdoul Samadou, **Mle 131 101 27 69** ;
- SGT **NANAN** Issa, **Mle 171 102 08 43**.

### **BRIGADE NATIONALE DE SAPEURS-POMPIERS**

- CDT **TIETIEMBOU** Hamidou, **Officier** ;
- CNE **OUEDRAOGO** Nebnoma Simplicie Alphonse, **Officier** ;
- LTN **OUEDRAOGO** Panogsaango Boris Silvère, **Officier** ;
- SLT **OUEDRAOGO** Boukary, **Officier** ;
- ACM **YABRE** Marcel, **Mle 861 401 10 20** ;
- ADC **SOME** Kouabagnouro, **Mle 951 109 86 63** ;
- ADJ **GUIRO** Abdoulaye, **Mle 041 100 36 74** ;
- SCH **SANDWIDI** Gabriel, **Mle 021 100 21 93** ;
- SGT **KI** Mariam, **Mle 091 100 73 61**.

### **C. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE**

- Monsieur Yaya **HEMA**, **Mle 50 059 S**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 13<sup>ème</sup> échelon, est nommé Secrétaire permanent du Comité de politique fiscale ;

- Madame Monique Bassénewindé **YARGA/OUEDRAOGO, Mle 212 280 S**, Conseiller en aménagement du territoire et en développement local, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice générale du développement territorial ;
- Monsieur Souleymane **OUEDRAOGO, Mle 96 898 D**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Inspecteur technique des impôts ;
- Monsieur Idrissa **DIARRA, Mle 206 532 J**, Géographe-planificateur, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de la géomatique et de l'observation des territoires ;
- Monsieur Bernadin **SOMDA**, Sous-officier de gendarmerie, est nommé Membre permanent de la Coordination nationale de lutte contre la fraude.

#### **D. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES**

- Monsieur Adam **OUEDRAOGO, Mle 88 812 S**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur général des ressources halieutiques ;
- Madame Rokia **KY, Mle 331 643 F**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques des Balé ;
- Monsieur Michel **OUEDRAOGO, Mle 87 320 W**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Bam ;
- Monsieur Madou **COULIBALY, Mle 96 827 N**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques des Banwa ;
- Monsieur Benjamin **ZEMBA, Mle 207 427 H**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Bazèga ;

- Monsieur Hamadoun **TAMBOURA, Mle 209 892 X**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Boulgou ;
- Monsieur Lazi **MANDE, Mle 287 448 G**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Bougouriba ;
- Madame Aicha **SANA, Mle 207 006 X**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Boulkiemdé ;
- Monsieur Koka **LANKOANDE, Mle 102 782 U**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Comoé ;
- Monsieur Sey Omar **OUEDRAOGO, Mle 245 048 H**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Ganzourgou ;
- Monsieur Ibrahima **SANGARE, Mle 202 646 E**, Conseiller d'élevage et de santé animale, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Gnagna ;
- Monsieur Moussa **OUEDRAOGO, Mle 217 011 A**, Vétérinaire, catégorie PC, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Gourma ;
- Monsieur Antoine **ZORMA, Mle 351 223 Y**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Houet ;
- Monsieur Oumar **OUEDRAOGO, Mle 102 773 W**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Ioba ;

- Monsieur Daouda **KIEMDE, Mle 97 541 G**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Kadiogo ;
- Monsieur Gassi **LOUGUE, Mle 104 750 V**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Kéné Dougou ;
- Monsieur Sayouba **OUEDRAOGO, Mle 104 730 Y**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Komondjari ;
- Monsieur Abdoul-Rahamane **TAPSOBA, Mle 293 601 J**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Kompienga ;
- Monsieur Yewaya **YAMEOGO, Mle 220 468 B**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Koulpelogo ;
- Monsieur Bernard **SAWADOGO, Mle 104 692 U**, Ingénieur en vulgarisation agricole, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Kouritenga ;
- Madame Lucienne **KIMA/WAONGO, Mle 312 408 L**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Kourwéogo ;
- Monsieur Honoré **ONADJA, Mle 263 281 U**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Kossi ;
- Monsieur Pambagna **KOURA, Mle 96 821 M**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Léraba ;

- Monsieur Sayouba **LARE, Mle 232 047 H**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Loroum ;
- Monsieur Jean-Claude Tinwinndé **NIKIEMA, Mle 202 632 X**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Mouhoun ;
- Monsieur Delwendé **TOULGOU, Mle 332 762 X**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Nahouri ;
- Monsieur Sané **TOPAN, Mle 224 239 Y**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Namentenga ;
- Monsieur Gnawé Aristide **ZONOU, Mle 312 415 Z**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Nayala ;
- Monsieur Yacouba **OUATTARA, Mle 97 537 X**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Noubiel ;
- Monsieur Yacouba **KABORE, Mle 264 378 F**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de l'Oubritenga ;
- Monsieur Samir **BA, Mle 115 807 W**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de l'Oudalan ;
- Monsieur Gilbert **OUEDRAOGO, Mle 91 322 F**, Conseiller d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Passoré ;

- Monsieur Bazani **DEMBELE, Mle 91 397 B**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Poni ;
- Monsieur Toukounnogo Salomé **OUEDRAOGO, Mle 214 356 B**, Ingénieur pédologue, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Sanguié ;
- Monsieur Joseph **DIENDERE, Mle 214 378 K**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Sanmatenga ;
- Monsieur Bourèma **DANGO, Mle 264 311 A**, Ingénieur d'agriculture, option vulgarisation agricole, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Séno ;
- Monsieur Yaya **TABOURE, Mle 209 894 Z**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Sissili ;
- Monsieur Térédié **SANOU, Mle 91 556 C**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Soum ;
- Monsieur Jacques **NADEMBEGA, Mle 312 410 Z**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Sourou ;
- Monsieur Arsène **OUBA, Mle 33 699 F**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 12<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques de la Tapoa ;
- Monsieur Emmanuel **KOMBEMA, Mle 254 858 N**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Tuy ;

- Monsieur Mandi **SOMA, Mle 264 346 L**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Yagha ;
- Monsieur Oumarou **GNODOGO, Mle 91 579 M**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Yatenga ;
- Madame Marie Théodora **KYELEM, Mle 312 419 Y**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Zondoma ;
- Monsieur Souro **SANOU, Mle 96 829 D**, Ingénieur d'agriculture, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Ziro ;
- Monsieur Tasséré **KABORE, Mle 209 893 K**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques du Zoundwéogo.

#### **E. AU TITRE DU MINISTERE DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

- Madame Fanta **SOMBIE, Mle 220 01 66 D**, Ingénieur en informatique, catégorie 2, 4<sup>ème</sup> position, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommée Conseiller technique.

#### **F. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

- Monsieur Daouda **BARRO, Mle 272 809 R**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des finances et de la comptabilité du Conseil burkinabè de l'anacarde (CBA) ;
- Madame Haoua **SORGHO/SOKOUNDO, Mle 212 621 U**, Conseiller des affaires économiques, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommée Secrétaire permanent du Guichet unique du commerce et de l'investissement ;

- Monsieur Amadou **SAGNON**, **Mle 51 948 F**, Economiste, 1<sup>ère</sup> classe, 13<sup>ème</sup> échelon, est nommé Inspecteur général des services ;
- Madame Wendpagnangdé Léonce **KONFE/NONGUEGNAGHMA**, **Mle 104 257 K**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice de l'administration des finances de l'Agence burkinabè de normalisation et de la métrologie (ABNORM).

**G. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES**

- Madame Rasmata **OUEDRAOGO**, **Mle 44 006 F**, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 2<sup>ème</sup> classe, 11<sup>ème</sup> échelon, est nommée Responsable du Programme 058 «**Accès à l'éducation formelle**», cumulativement avec ses fonctions de Directrice générale de l'accès à l'éducation formelle ;
- Monsieur François **COMPAORE**, **Mle 31 336 D**, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 3<sup>ème</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Responsable du Programme 059 «**Qualité de l'éducation formelle** », cumulativement avec ses fonctions de Directeur général de la qualité de l'éducation formelle ;
- Monsieur Wendwaoga Olivier **BAGRE**, **Mle 247 668 P**, Conseiller d'administration scolaire et universitaire, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Responsable du Programme budgétaire 061 «**Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle** », cumulativement avec ses fonctions de Directeur général des études et des statistiques sectorielles ;

- Monsieur Danini **NANA, Mle 104 819 J**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Responsable du Programme budgétaire 126 « **Compte d'affectation spéciale du Trésor/Fonds de soutien au développement de l'éducation de base** », cumulativement avec ses fonctions de Directeur de la gestion des finances ;
- Monsieur Brama **SESSOUMA, Mle 55 137 H**, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Responsable du Programme budgétaire 127 « **Cantines scolaires du secondaire** », cumulativement avec ses fonctions de Directeur de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives.

#### **H. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

- Madame Bassissama Viviane **KABORE/OUEDRAOGO, Mle 48 715 M**, Conseiller d'administration scolaire et universitaire, 1<sup>ère</sup> classe, 10<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice des marchés publics ;
- Madame Fatoumata **ZONGO, Mle 303 725 W**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice des ressources humaines du Fonds national de la recherche et de l'innovation pour le développement (FONRID) ;
- Monsieur Pingd-Bamba **SAWADOGO, Mle 36 913 V**, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Université Thomas Sankara ;
- Monsieur Noaga **COMBARY, Mle 116 847 N**, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Université de Fada N'Gourma.

### **III.2. FIN DE FONCTION**

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION REGIONALE ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR**

Le Conseil a mis fin aux fonctions de Monsieur Souleymane **HEBIE**, **Mle 59 34 N**, Ministre Conseiller auprès de l'Ambassade du Burkina Faso à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis) et décidé de son rappel à l'administration centrale.

### **III.3. NOMINATIONS DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION**

Le Conseil a procédé à la nomination d'un Administrateur au Conseil d'administration du Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) au titre du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière.

Il a par ailleurs procédé à la nomination d'Administrateurs aux Conseils d'orientation et de contrôle de l'Agence nationale de la météorologie (ANAM) et de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC).

Le Conseil a également procédé à la nomination du Président du Conseil d'orientation et de contrôle de l'Agence nationale de la météorologie.

## **MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE**

Le Conseil a adopté **quatre (04) décrets**.

**Le premier décret** nomme Monsieur Yacouba **BANGRE, Mle 212 197 C**, Conseiller des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat, au titre de la Primature au Conseil d'administration du Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

**Le deuxième décret** nomme Monsieur Mamadou **OUATTARA, Mle 52 178 U**, Inspecteur du trésor, Administrateur représentant l'Etat, au titre du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière au Conseil d'orientation et de contrôle de l'Agence nationale de la météorologie (ANAM) pour un premier mandat de trois (03) ans, en remplacement de Monsieur Yacoubou SIA.

**Le troisième décret** nomme Monsieur Mamadou **OUATTARA, Mle 52 178 U**, Inspecteur du trésor, Président du Conseil d'orientation et de contrôle de l'Agence nationale de la météorologie (ANAM) pour un premier mandat de trois (03) ans.

**Le quatrième décret** nomme Monsieur Jean **OUEDRAOGO**, Mle 217 561 Y, Commissaire divisionnaire de police, Administrateur représentant l'Etat, au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité au Conseil d'orientation et de contrôle de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Porte-parole du Gouvernement



**Rimtalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO**

*Chevalier de l'Ordre du mérite, des arts,  
des lettres et de la communication*